



Union communiste internationaliste (trotskyste)

Derrière l'explosion des prix, le chaos et la rapacité des capitalistes



Face à l'augmentation des prix de l'énergie, chaque parti y va de sa proposition : le CdH agite (depuis les bancs de l'opposition) un chèque énergie de 100€ par ménage plus 25€ par personne à charge... sous forme de réduction de la prochaine facture de régularisation... pour ceux qui auront de quoi payer. Le PS et les écolos proposent une extension et une prolongation du tarif social énergie accordé actuellement à un million de ménages. Mais ces tarifs augmentent eux aussi : plus 18% pour l'électricité, plus 6% pour le gaz par rapport à 2020. Et tous les travailleurs et la population n'y ont pas accès.

Les libéraux, le Vooruit et le CD&V parlent d'utiliser l'argent public pour subsidier l'isolation des bâtiments, ce qui serait utile, mais ferait surtout plaisir aux patrons du secteur. Le PTB préconise de diminuer la TVA sur l'énergie à 6%. Et le Vlaams Belang l'imite, pour plaire à l'électorat populaire. Mais ce que le gouvernement donnerait d'un côté,

baisse de la TVA, chèque énergie, etc., il le reprendrait sur les budgets sociaux, par la remise des malades de longue durée au travail, par des diminutions du budget des écoles, de la santé, des transports publics...

Et surtout, aucune de ces propositions n'agit sur les causes de l'augmentation des prix et elles sont dérisoires car les augmentations des prix concernent quasiment tous les secteurs : les transports, l'alimentation, la santé, l'équipement, l'habitation...

Ce phénomène est mondial et lié au fonctionnement du capitalisme. Dans cette économie de marché, basée sur l'offre et la demande, rien n'a été prévu ni coordonné pour relancer les productions mises au ralenti au début de la crise sanitaire.

Chaque groupe capitaliste, à chaque embranchement de l'industrie et du commerce, exploite la situation de pénurie pour augmenter ses tarifs et ses profits au détriment de ses clients. Ceux-ci répercutent cette hausse à leur tour jusqu'au consommateur final, c'est-à-dire la population et les travailleurs en particulier.

Mais l'augmentation des prix résulte de la spéculation. Les marchés financiers consacrent des milliards pour parier à la hausse, notamment sur les hydrocarbures, les céréales, les minerais... Des capitalistes achètent des marchandises jusque sur les bateaux porte-conteneurs pour les mettre en

attente en mer et les revendre quand les prix ont augmenté. Voilà à quoi sont utilisés les milliers de milliards de dollars et d'euros que les États ont fournis aux entreprises « pour soutenir l'économie ».

Les augmentations des prix, imposées par les capitalistes et les spéculateurs, imposent un gigantesque transfert de richesses des travailleurs des pays riches et des populations des pays pauvres vers la minorité de capitalistes qui rançonnent ainsi l'ensemble de la planète.

Les gouvernements soutiennent ces méthodes de gangsters, ils les financent en mettant des moyens à la disposition des banquiers et des financiers, mais en plus ils s'efforcent de leurrer l'opinion avec des solutions qui laissent libre cours à la rapacité des capitalistes.

Pendant ce temps, une enquête internationale de journalistes lève un coin du voile sur l'évasion fiscale des plus riches. Sont ainsi révélés 29 000 comptes offshore créés par des cabinets financiers dans des paradis fiscaux pour gérer les fortunes amassées sur le dos des populations, tel ce yacht de 71 mètres de long immatriculé au nom d'un fils de la famille D'leteren... qui licencie des centaines de salariés.

L'ampleur de la fraude et de l'évasion fiscale est telle que des magistrats et juges d'instruction

reconnaissent qu'il leur est quasi impossible d'enquêter sur ces révélations ; leurs moyens ont été diminués et la moitié des effectifs de police à leur disposition a été affectée ailleurs.

Face à l'augmentation des prix, alors que les salaires sont bloqués depuis des années, que les périodes chômées se multiplient, que les primes sont supprimées, une augmentation générale des salaires est nécessaire avec un minimum de 1 800 euros net.

Mais cela ne suffira pas. Car les prix peuvent augmenter plus vite que les salaires. Les travailleurs devront imposer, par une vaste mobilisation, l'échelle mobile des salaires pour que les salaires soient systématiquement alignés sur les prix. Cela n'a rien à voir avec l'actuelle indexation des salaires – une tromperie organisée par l'État – qui ne se gêne même pas pour ne pas l'appliquer !

L'organisation des travailleurs de tous les secteurs de l'économie permettra de contrôler à tout moment les tarifs, les marges, les spéculations et contestera les choix des capitalistes d'augmenter les prix, de jouer sur les pénuries, et même d'augmenter les cadences et de licencier. Certes, c'est un programme de lutte et non un programme électoral. Mais face à la détermination des capitalistes à continuer leur parasitisme, les élections ne peuvent rien, seules les luttes et une détermination supérieure peut éviter aux travailleurs de sombrer dans la misère.

Aux frais de la princesse

Personne n'a pu échapper à la nouvelle : Elisabeth a commencé ses études à l'université prestigieuse d'Oxford. Prix : 33 000 €/an. Mais ce

n'est pas grave. Ses pauvres parents peuvent compter sur la dotation royale que nous leur payons pour les financer.

Dans leurs salles de classe délabrées et surpeuplées, nos enfants penseront à elle... surtout pendant le cours d'histoire sur la Révolution française. Ah non, il est supprimé, faute de profs.

Pandora Papers : Et voguent les profits vers les paradis fiscaux



Une enquête journalistique, les Pandora Papers, a permis à un groupe de journalistes de mettre la main sur des documents provenant de 14 cabinets spécialisés dans la création de sociétés *offshore*. Leur but est de planquer les fortunes de leurs riches clients dans des paradis fiscaux pour échapper à toute taxation. Plus de 29 000 d'entre eux ont été identifiés au cours de cette enquête. Parmi eux, 1217 dossiers concernent des résidents belges.

Ces 12 millions de documents ne sont que la pointe de l'iceberg. Ils ne montrent qu'une infime partie de la montagne de profits faite sur le dos des travailleurs mais ils lèvent un tout petit coin du voile sur le parasitisme d'une classe sociale, la bourgeoisie.

Les D'leteren

L'enquête des Pandora Papers épingle, par exemple, la famille de milliardaires D'leteren, importatrice de voitures Volkswagen et Audi, et détentrice de la très rentable entreprise Car-glass.

Le groupe vient d'annoncer la fermeture de deux de ses garages. Eh bien, les documents révèlent que Nicolas D'leteren, patron du groupe, possède une société immatriculée aux Îles Vierges. Celle-ci a été créée de toute évidence pour y loger un yacht de luxe estimé à 23 millions d'euros. De quoi largement permettre le maintien de l'emploi et des salaires des 103 travailleurs menacés de licenciement dans à Drogenbos et Ixelles.

Les Solvay

Plusieurs familles nobles héritières de l'empire Solvay, les Aubertin, les de Laguiche et les de Wangen de Geroldseck Aux Vosges, ont logé discrètement des centaines de milliers d'actions du groupe Solvay dans une kyrielle de paradis fiscaux.

Outre l'avantage fiscal, ce stratagème leur permet de détenir ces actions anonymement. Une de ces sociétés a par exemple servi à acquérir un bien immobilier de 7 millions d'euros en Suisse.

L'or gris

Frank Bamelis et son cousin Bart Vanderschrick ont été à la tête de Senior Assist, une société spécialisée dans le soin aux personnes âgées, qui a compté jusqu'à 30 résidences, 3 000 lits et 2 000 travailleurs en Belgique, avant de soi-disant connaître "des difficultés financières" et d'être revendue. Ces déboires n'ont pas affecté outre mesure Frank Bamelis et son épouse dont le nom apparaît dans les Pandora Papers comme actionnaire d'une société aux Îles Vierges, Amandine Inc qui a servi à acheter un bien immobilier à Monaco où ils sont résidents.

Abonnement : 15 € pour 20 numéros ou plus avec soutien

Vous pouvez vous abonner à **Lutte Ouvrière** par virement IBAN : BE16 0004 2035 6974 BIC : BPOT BEB1 avec la mention : abonnement LOB et vos coordonnées postales

ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 54, rue de la Clef, 7000 Mons.

Éditeur responsable : M. Woodbury, même adresse

Budget wallon, une austérité qui ne dit pas son nom

Le gouvernement wallon a annoncé qu'il poursuivait sa politique de diminution des dépenses publiques afin d'avoir un budget à l'équilibre en 2024. Cela se traduit par des économies supplémentaires dans les dépenses publiques de 150 millions dès 2022 puis de 300 millions en 2023 et 450 millions en 2024.

Jean-Luc Crucke, ministre du budget, ne faisait déjà pas mystère de sa politique fin 2019 lorsqu'il disait « nous sommes généreux en investissements mais nous serons rigoureux dans les dépenses », ce qu'il faut traduire par : nous continuerons à faire un maximum de cadeaux aux entreprises et pour cela nous continuerons à rogner sur les services publics et toutes les dépenses utiles à la population.

Quand papa-maman étaient jeunes, ils allaient à la piscine...

Après la fermeture de nombreuses piscines, faute de budget pour les entretenir, on évalue que chacune de celles encore ouvertes en Wallonie devrait accueillir 7 300 élèves pour leur apprendre à nager. Cela fait du monde dans les couloirs... La natation est devenue un luxe réservé aux gens aisés tandis que les cas de noyades se multiplient pour les enfants des classes populaires qui tentent de se rafraîchir dans les canaux ou les barrages d'eaux.

Natation ou parcours d'obstacles ?

Comme les mesures d'austérité volent en escadrilles, les TEC refusent désormais de mettre des bus à disposition des écoles pour les transports vers la piscine. Le choix des directeurs d'écoles se résout à

augmenter encore le prix de l'activité pour louer un car... ou renoncer à assumer cette obligation scolaire.

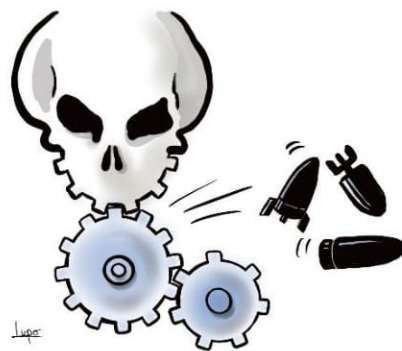
Tour de passe-passe sur le temps de travail

Et si on travaillait 10 heures par jour et 4 jours par semaine ? Voilà une nouvelle idée qui se discute au gouvernement, soi-disant pour permettre aux travailleurs de mieux profiter de leur vie de famille. Mais comment on en profiterait, éreintés après des journées de 10 heures ?

Un ballon d'essai pour faire repasser dans les mœurs la journée de 10 heures ?

Nous pourrions tous travailler moins en gagnant mieux notre vie... si le fruit de notre travail ne profitait pas avant tout aux capitalistes. Alors oui à la répartition du travail entre tous, en prenant sur les profits pour augmenter les salaires de tous !

Les ventes d'armes prospèrent avec la crise



La crise liée au Covid n'a pas diminué les ventes d'armes, au contraire. Ainsi, d'après les chiffres de l'Europe, les exportations d'armes européennes ont augmenté pour passer d'une valeur de 138 milliards d'euros en 2019 à 167 milliards en 2020.

La Belgique a, quant à elle, exporté autant en 2020 qu'en 2019, pour 2,6 milliards.

Les pays producteurs, ainsi que les multiples tensions entre les pays, poussent à la consommation...

Dans ce système capitaliste les profits augmentent avec la production d'engins de mort, alors qu'il manque

cruellement de moyens pour la santé, l'accès à l'eau et même pour se nourrir dans nombre de pays qui les achètent !

Contre l'acharnement thérapeutique !

Sous prétexte de la pandémie, la banque centrale européenne (BCE) a mis en place une aide supplémentaire pour la finance. Avec ce « programme d'achat urgence pandémie », la BCE distribue 1 850 milliards d'assistance aux capitalistes.

Le dispositif exceptionnel devait s'interrompre en mars 2022, la BCE a laissé fuiter qu'un autre dispositif d'aide « exceptionnel » serait mis en place.

Le système financier, et à travers lui toute l'économie capitaliste, ne peut plus fonctionner sans cette perfusion permanente d'argent public. C'est le signe d'une sénilité avancée.

LO France

Economies sur le dos des malades

Le ministre de la santé, Frank Vandenbroucke (Vooruit), dit vouloir remettre les malades de longue durée au travail afin de faire des économies dans la sécurité sociale.

Le projet du ministre prévoit que le certificat médical soit remplacé par une « fit note » c'est-à-dire un certificat d'aptitude qui permettrait au travailleur malade de reprendre certaines tâches.

Vandenbroucke répond ainsi à la demande du Voka l'organisation patronale flamande. En effet, les travailleurs malades ainsi « réactivés » seraient payés en partie par l'assurance maladie et en partie par leur patron. Autant d'économisé pour les patrons !

Quant aux malades suite aux conditions de travail, des entreprises pourraient continuer à les user jusqu'à l'os...

Bernard Tapie, pas de quoi pleurer

Les hommages plus sirupeux les uns que les autres se sont succédé à la suite du décès de l'homme d'affaires Bernard Tapie, ministre de la Ville sous François Mitterrand, dirigeant de l'Olympique de Marseille et comédien professionnel, dans tous les sens du terme et escroc patenté, condamné pour achat de matchs de foot.

Que l'on en juge ! Bernard Tapie s'était fait une spécialité de reprendre des entreprises en difficulté avec la bénédiction des tribunaux du commerce et des élus locaux. Il faisait miroiter un sauvetage alors qu'il n'allait pas investir un seul franc mais se contentait de les dépecer, licenciant au passage un maximum de travailleurs, avant de revendre l'affaire avec bénéfices quelques temps plus tard. Une opération qu'il a répétée dans les usines Wonder, Look, Testut, Terrailon et Adidas.



En Belgique, les anciens travailleurs de l'usine de raquettes Donnay à Couvin et leurs familles n'ont certainement pas oublié son passage. En 1988, il rachète 51% des parts de l'usine. Les deux autres actionnaires sont Albert Frère et la Région wallonne. Il ne garde que 120 des 550 travailleurs. En 1991, après avoir tenté de revendre l'entreprise trois fois son prix d'achat à la Région wallonne, il trouve un acquéreur auprès du groupe italien Carbon Valley qui fermera l'usine en 1993.

Italie : la solidarité avec les migrants lourdement condamnée



Panneau d'accueil à l'entrée de Riace

Plus de treize ans de prison et 500 000 euros de financements européens à rembourser : cette lourde condamnation, prononcée par le tribunal de Locri, en Calabre, ne frappe pourtant pas un mafieux trafiquant de drogue et auteur de règlements de comptes sanglants.

Le verdict est celui du procès intenté à Domenico Lucano, ancien maire du village calabrais de Riace qui, au fil des années passées à la tête de la commune, avait accueilli des milliers de migrants.

Domenico Lucano avait incité les habitants d'origine du village, ayant eux-mêmes émigré dans le nord de l'Italie pour y travailler, à mettre leurs maisons à disposition. De nombreuses habitations inoccupées ou abandonnées avaient été restaurées, des activités d'artisanat et des commerces avaient rouvert et l'école du village avait pu être sauvée par l'arrivée de ces nouveaux habitants.

La condamnation deux fois plus lourde que les réquisitions du parquet est une condamnation politique à l'adresse de tous ceux qui envisagent la solidarité entre pauvres pour s'opposer à la politique de division des riches et des exploités.

Le droit des femmes recule... en Chine aussi

Le gouvernement chinois veut restreindre le droit à l'avortement non motivé par des raisons médicales. Cette remise en cause d'un droit fondamental s'accompagne d'intimidation et de répression des militantes féministes. Avec l'essor du capitalisme, les travailleuses chinoises ont vu disparaître les crèches et les garderies gratuites alors qu'elles sont toujours plus victimes de discrimination à l'embauche en raison de la maternité.

La Chine a pourtant connu une profonde révolution sociale en 1949 où les femmes ont joué un rôle de premier plan pour abattre l'ancien système féodal et patriarcal. Elles ont ainsi imposé plus d'égalité et de respect de la part de la société que les femmes de la plupart des pays pauvres, voire même au Japon et en Europe.

Mais les confrontations économiques et politiques du capitalisme, ainsi que les choix autoritaires du pouvoir nationaliste chinois, entraînent la mobilisation du corps des femmes pour produire de futurs travailleurs et soldats.

Les conquêtes sociales des femmes ne pourront s'imposer définitivement que dans un monde débarrassé de l'oppression et du capitalisme. Tel est l'idéal pour lequel se sont battus des générations de révolutionnaires communistes. Et ce combat continue.

Chine : la bulle immobilière menace d'exploser

Depuis plusieurs semaines, les difficultés de Evergrande, l'un des plus gros promoteurs immobiliers chinois, font tanguer les marchés financiers de la planète.

Evergrande, qui emploie directement 200 000 personnes mais dont dépendent plus de 3 millions de travailleurs, s'est développé avec la

bulle immobilière chinoise de ces vingt dernières années. C'est en empruntant qu'il lançait ses programmes immobiliers et c'est en vendant les appartements avant qu'ils ne soient achevés qu'il payait les programmes précédents, l'argent des acquéreurs couvrant les dépenses et les emprunts passés.

Tout cela a fonctionné tant que le marché était en développement et que les prix montaient. Ainsi, les prix de l'immobilier dans les villes de la côte Est, où l'on trouve les meilleurs salaires, ont doublé sur les dix dernières années, faisant des logements eux-mêmes un objet de spéculation.

La spéculation immobilière n'a pas fait la fortune que de capitalistes chinois. Après la crise de 2009 et le plan de relance massif de l'État, nombre d'entreprises occidentales se sont tournées vers ce qui était présenté comme le nouvel eldorado, y implantant des succursales, fournissant le secteur en matières premières. Mais la bulle immobilière a conduit la dette des promoteurs vers des sommets : 851 milliards d'euros pour les quatre premiers, dont 260 pour le seul Evergrande, l'équivalent de la dette d'un pays comme le Portugal.

La croissance chinoise de ces dernières décennies est assise sur une montagne de dettes. Devant la menace de son effondrement, les capitalistes chinois comme les occidentaux qui y ont investi, comptent bien que l'État interviendra et sauvera tout ou partie de leur mise dans Evergrande.

Mais si son patron, un des plus riches de Chine, a pu quitter le navire en perdition en août, ni les millions de travailleurs qui en dépendent, ni ceux qui y ont investi leurs économies ne peuvent en faire autant. 1,2 million de personnes attendent d'Evergrande la livraison d'un logement en partie déjà payé. Cela explique la colère qui s'est exprimée lors de manifestations devant les

locaux de l'entreprise aux cris de « Rendez-nous notre argent ».

LO France

Qui peut faire payer Engie ?

Engie, à travers sa filiale Electrabel, exploite des centrales à gaz très subventionnées par l'État, et aussi les centrales nucléaires belges. Le groupe réalise ainsi un joli profit, car le gros des investissements, et notamment la construction des centrales, a été financé par l'État, c'est-à-dire la population. Engie se contente d'engranger les profits.

Comme ce vol est vraiment trop visible et le financement du démantèlement des centrales nucléaires n'est pas anticipé, les gouvernements successifs ont négocié une « rente nucléaire » pour faire participer Engie.



Pour Tihange 1, Engie est censé rétroverser 70% de sa marge à l'État. Une taxe jamais payée, car la multinationale Engie a toujours su magouiller pour déclarer un déficit pour Tihange... Alors que le groupe réalise des profits faramineux : 2,7 milliards en 2019, 1,7 milliards en 2020, et pour 2021, il attend un profit de 2,3 milliards.

Lorsque fut décidée la prolongation de Doel 1 et 2, entre-temps remise en cause, une taxe forfaitaire de 20 millions d'euros par an fut convenue. Une somme ridicule dont rien ne prouve qu'elle ait été payée.

Une convention derrière laquelle se retranche la ministre de l'Énergie, Tinne Van der Straeten (Groen), pour affirmer que faire participer Engie pour maintenir les factures d'énergie des ménages à un niveau supportable, est malheureusement impossible.

Engie peut donc continuer à distribuer 75% des profits à ses actionnaires, plutôt que de participer aux frais à venir.

Aucun ministre n'a la volonté, ni sans doute le pouvoir, de faire payer Engie. Par contre, une mobilisation large et déterminée des travailleurs a la force, non seulement de faire payer Engie, mais de l'exproprier ! Car laisser l'énergie, et en particulier les centrales nucléaires, entre les mains d'une poignée de parasites qui ne pensent qu'à leur profit, est de plus en plus dangereux !

Energie : les fournisseurs passent, le capitalisme reste

De nombreux fournisseurs d'énergie, aux abois, se démènent pour reporter au plus vite l'augmentation des prix sur leurs clients. Lampiris, Mega, Octa+ et Cociter ne proposent plus de contrats fixes et poussent leurs abonnés à accepter des contrats à taux variables qui facilitent la répercussion des prix du marché sur les consommateurs. Méga n'attend même pas la fin des contrats fixe et augmente les provisions prélevées à ses clients sous prétexte « de lisser la hausse » de la facture.

Il ne s'agit que de tentatives désespérées pour éviter la faillite de la part de firmes qui n'ont jamais produit un seul électron. Elles ont été créées par la soi-disant "libéralisation" du secteur dans le seul but de développer un marché de l'énergie sur lequel les traders au service de la finance prélèvent leur part au détriment des consommateurs.

Manifestation pour la régularisation de tous les sans-papiers



Dimanche 3 octobre, 3 000 manifestants à Bruxelles ont répondu à l'appel de la Coordination des sans-papiers de Belgique, de la FGTB, de la CSC et d'autres organisations pour réclamer la régularisation des personnes sans-papiers.

De nombreux travailleurs sans papiers étaient présents rendant la manifestation dynamique et militante. Ils soulignaient que la régularisation est la condition de base pour accéder à une vie digne, pour avoir un travail, un logement, pour pouvoir étudier et se soigner. Ils dénonçaient l'exploitation révoltante dont ils sont l'objet de la part des patrons pour qui tout est permis en raison de leur statut précaire.

Régulariser tous les sans-papiers est une question d'humanité mais c'est aussi permettre à toute cette fraction de la classe ouvrière, aujourd'hui pourchassée, de défendre les intérêts communs de notre camp, celui des travailleurs.

Combien de Junior Masudi Wasso en centre fermé ?

Un étudiant congolais qui devait commencer des études à l'Université de Louvain-La-Neuve s'est retrouvé à son arrivée en Belgique en centre fermé. Il y est resté plus de 15 jours alors qu'il était muni de tous les papiers pour accéder au territoire et que l'Université avait fait savoir à l'Office des Etrangers que la situation de l'étudiant était en ordre.

Pire, l'Office des Etrangers a tenté de l'expulser à plusieurs reprises. Seule la mobilisation de ses amis, d'étudiants de l'UCL et d'associations ont permis grâce à des manifestations, à leur présence à l'aéroport à chaque tentative d'expulsion et via une pétition qui a recueilli plus de 17 000 signatures d'attirer l'attention sur le sort du jeune homme et a permis sa libération.

Mais pour une personne libérée combien d'autres, sans aucune humanité, ont été refoulées à la frontière dans le plus grand anonymat ?

Grève à Hollywood ?



Le 5 octobre, 98% de 60 000 membres du syndicat des techniciens du théâtre et du film (IATSE) ont voté en faveur d'une grève, donnant ainsi mandat aux dirigeants du syndicat d'y appeler. Ils dénoncent des conditions de travail intenable qui se sont encore considérablement aggravées depuis la reprise des tournages après la crise du covid : des semaines de 60 heures et plus, des heures supplémentaires non payées, l'impossibilité de prendre des pauses, contrats précaires, salaires insuffisants... la liste des raisons de la colère est longue.

Les patrons des compagnies de production de cinéma, mais aussi des sociétés comme Netflix n'ont plus qu'à retourner lire des livres. Car pour produire les images qui défilent sur les écrans et faire briller les stars, il faut des cameramen, des électriciens, des preneurs de son, des coiffeurs, des spécialistes du maquillage... Et tout ces travailleurs n'ont plus envie de se laisser exploiter !

La peur peut changer de camp

Chez PSA Stellantis à Rennes, en France, les travailleurs sont tombés à la renverse en voyant leur fiche de paye amputée de centaines d'euros suite aux périodes de chômage. Certains avaient moins de 1 000 euros. Quand en plus, la direction a voulu leur imposer des samedis travaillés pour rattraper les retards, des centaines de travailleurs ont débrayé... et la direction a jugé plus prudent de laisser tomber les samedis, pour l'instant.

Brèves Audi Bruxelles

Win-win pour les actionnaires

Faire produire plus en moins de temps et laisser la caisse de chômage payer deux jours de salaire ou plus par semaine... Voilà un double gain pour les actionnaires sur nos salaires !

Triple perte pour les travailleurs

De notre côté, on perd du salaire, on perd en conditions de travail, on perd en payant nous-mêmes le remplacement de salaire à travers la caisse de chômage. Et on perdra encore quand le gouvernement va nous dire qu'il faudra faire des économies, après tous ces cadeaux payés généreusement aux patrons.

Pourtant, aucune des décisions qui ont mené à cette situation n'a été prise par les travailleurs. Alors pourquoi ce serait à nous de payer, et pas aux actionnaires ?!

Suivez-nous sur Facebook : Lutte Ouvrière Belgique

E-Mail: contact@lutte-ouvriere.be

Tel : 0470-18.82.39

Internet : www.lutte-ouvriere.be

Partagez nos publications !